

Investissement Canada—Loi

l'expansion en investissant à l'étranger? Quelle mesure législative le Nouveau parti démocratique présenterait-il à la Chambre pour empêcher des entreprises canadiennes de se développer à l'étranger? Le député n'a pas besoin des notes que lui passe son voisin de banquette.

M. Langdon: Il n'a pas besoin de notes.

M. Angus: Monsieur le Président, mon collègue a raison. Je n'ai besoin des notes de personne. Je me réjouis de la question du député. Je me souviens de l'avoir vu il y a quelques années dans les couloirs de l'autre Chambre. Je veux qu'il comprenne bien que nous prévoyions des mécanismes, à commencer par des taux d'intérêt plus bas et réglementés, afin que les investisseurs et les entreprises du Canada soient encouragés à investir leurs dollars dans nos entreprises risquées. Ensuite, nous en avons déjà parlé lors de la campagne électorale, ce n'est donc rien de neuf, nous prévoyions aussi un mécanisme pour éviter les fuites de capitaux vers l'étranger. Nous pourrions, par exemple, prévoir une espèce d'impôt qui permettrait d'établir un équilibre de façon que les entreprises canadiennes trouvent plus intéressant d'investir au Canada même. Ce n'est pas que les entreprises prennent de l'expansion, monsieur le Président. La Great Lakes nuit à deux autres entreprises canadiennes, deux entreprises de produits forestiers en Colombie-Britannique. En tant que Canadien, je m'y oppose.

M. McDermid: Je voudrais poser une question supplémentaire, monsieur le Président. Le député nous dit qu'il s'oppose à la concurrence sur les marchés. C'est à cela que riment ses observations. Il s'oppose à toute forme de concurrence et il cherche à la supprimer, ce qui est parfaitement ridicule. Il est absolument insensé de proposer pareille chose.

M. Rodriguez: Les banques ne se font pas concurrence.

M. McDermid: Le député a déclaré qu'il imposerait des contrôles monétaires. Il empêcherait les Canadiens d'investir à l'étranger. Le député aurait-il l'obligeance de proposer une limite? S'agit-il de \$600, de \$1,000 ou de \$10,000? Que propose exactement le député lorsqu'il parle de contrôles monétaires? Il parle d'imposer des contrôles aux Canadiens, de leur dire qu'ils ne peuvent sortir de l'argent du pays, qu'ils ne peuvent investir, qu'ils ne peuvent prendre de longues vacances ou je ne sais quoi encore. Qu'est-ce que le député essaie de dire à la Chambre? Pourquoi les socialistes ne s'expliquent-ils pas clairement devant le peuple canadien? Personne ne croit un seul mot de ce que le député a dit aujourd'hui, pas un seul.

M. Angus: Je tiens à assurer au député que je ne parlais pas des Canadiens qui se rendent à Duluth, aux États-Unis, à deux pas de ma localité, ou en Floride ou là où vous voudrez, monsieur le Président. Évidemment, on ne va pas imposer des contrôles à ces gens-là. Je parle d'investissements de plus de un demi-million de dollars.

M. Epp (Provencher): Tous les investissements?

M. Angus: Il faut imposer une certaine forme de contrôles sur ce genre d'investissements. Ce sont là des investissements qui se trouvent à voler des dollars à des entreprises canadiennes éventuelles. Je préférerais que le gouvernement s'en prenne plutôt aux échappatoires fiscales dont bénéficient les sociétés et qui représentent des milliards de dollars que nous, contribuables, devons compenser. Les sociétés doivent commencer à verser leur juste part à notre pays au lieu d'emporter leurs profits ailleurs pour y créer des emplois et causer éventuellement la disparition d'emplois au Canada. Voilà de quoi il retourne.

M. Oberle: Monsieur le Président, me permettez-vous de poser une question au député de Thundere Bay-Atikokan (M. Angus)? Je suis curieux de savoir si le député se rend compte de deux choses. D'abord, si la société dont il parle n'avait pas au départ investi au Canada, des emplois n'auraient jamais été créés et l'économie de la région dont il parle n'en aurait pas bénéficié. Ensuite, et point tout aussi important, le député se rend-il compte que l'argent que, à son avis—et je puis vous dire que je connais assez bien la société en question; je sais qu'elle ne réalise pas des profits annuels de 50 millions de dollars, mais qu'elle doit gratter les fonds de tiroir—la société a peut-être investi ailleurs dans le monde a aussi été gagné ailleurs dans le monde? La plupart sinon la totalité des produits sont exportés dans d'autres parties du monde d'où ils rapportent les devises étrangères dont nous avons grandement besoin pour reconstruire l'économie canadienne et reprendre notre place sur les marchés mondiaux. Comment ces socialistes peuvent-ils être à ce point bornés? Pourquoi le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) ne donne-t-il pas une leçon à son collègue? Il est assez jeune pour apprendre, et le député de Kamloops-Shuswap a sûrement plus de bon sens.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Angus: Monsieur le Président, j'aurai une conversation avec mon collègue, le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis), qui est manifestement d'accord avec moi.

Des voix: Oh, oh!

M. Angus: La question que pose le député me rend perplexe. Veut-il parler des bénéfices que la société Great Lakes a réalisés aux États-Unis? Je présume qu'il parle de la vente de ses produits car, autant que je sache, elle n'a pas d'autres activités de production ailleurs dans le monde qu'à Thunder Bay et à Dryden à l'heure actuelle. Mais comme cette société a été inscrite à la Bourse aux États-Unis, elle y a perdu un montant considérable de bénéfices qu'elle aurait pu utiliser pour développer l'industrie canadienne. Elle a perdu 900 millions de dollars en essayant de jouer à la Bourse au lieu d'investir au Canada.